

PUBLICATION TRIMESTRIELLE - OCTOBRE | DÉCEMBRE 2020

Belgique-België
P 407015
1040 Bruxelles 4
1/4167

Phylactère

LE MAGAZINE DU CJC

DOSSIER - LE FÉMINISME

Une question plurielle

UNE SOCIÉTÉ DE PRIVILÈGES - CJC // LE SIAJ AU
CŒUR DE L'IPPJ SAINT-SERVAIS // LES GUIDES,
UN MOUVEMENT AU FÉMININ // ACTION MÉDIAS...
GENRES!



Conseil
de la **Jeunesse**
Catholique

4

Focus CJC

Une société de privilèges.

12

Dossier

Le Féminisme.

25

Parole aux membres

Femme et handicap :
Une double discrimination - Gratte.

27

Portrait

Milèna Chantraine, féministe.

6

Focus membres

Trois reportages au cœur des organisations membres du CJC : SIAJ, Les Guides, Action Médias Jeunes.

24

Engagement

L'outil ultime de critique de l'information.

26

Bons tuyaux

Formations, campagnes et outils pédagogiques conseillés par la rédaction.

Edito

À quand un coup d'accélérateur pour l'égalité ?

Si l'on en croit l'indice d'égalité de genre récemment publié par l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE), il est permis de penser qu'au rythme actuel, il faudrait 60 ans pour aboutir à une pleine égalité entre les hommes et les femmes.

60 ans, horreur ! C'est indéniable, les combats à mener pour l'égalité entre les hommes et les femmes sont encore nombreux et nécessitent un véritable coup d'accélérateur. Trop souvent le silence assourdissant qui entoure les mécanismes de domination, et qui entrave cette nécessaire égalité, vient occulter un pan entier de la société. Des femmes subissent de nombreuses violences qu'il convient de dénoncer et de combattre avec force et détermination.

Sur fond de crise sanitaire, accélératrice des inégalités, ce phylactère se propose d'amplifier les inaudibles voix de ces femmes engagées. La pandémie, avec les blessures et les deuils qu'elle aura amenés, aura aussi mis en lumière les conditions de travail des métiers à majorité féminine. C'est le cas, notamment, du secteur psycho-médicosocial qui, sans l'investissement incommensurable de très nombreuses femmes, aurait difficilement pu absorber les raz-de-marée de patients et malades.

Le manque flagrant d'investissement dans ce secteur et de considération pour les missions essentielles menées par ces femmes auront fini de convaincre les plus réfractaires de la nécessité de dénoncer les dominations qui sont à l'œuvre, et de repenser le logiciel qui génère tant de dominations et de violences.

Mettre en lumière les combats entamés et à mener, comprendre les mécanismes de dominations à l'œuvre, voilà quelques enjeux que notre trimestriel abordera par le biais de témoignages et d'analyses.

Nous sommes toutes et tous concernés et nous avons un rôle essentiel à jouer pour rendre caduques les projections de l'EIGE et faire des prochaines années, des années qui riment avec égalité.

Bonne lecture engagée !

Il faudrait 60 ans pour aboutir à une pleine égalité entre les hommes et les femmes.

Joris Fakroune
Secrétaire Général CJC
Séverine Wolfs
Adjointe Politique du CJC

PHYLACTÈRE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE (CJC) - 25, rue des Drapiers - 1050 Ixelles - 02/2303283 - info@cjc.be - www.cjc.be - ÉDITEUR RESPONSABLE - Joris Fakroune - COORDINATION - Estelle Namur - ÉQUIPE DE RÉDACTION - Joris Fakroune, Émilie Quenon, Estelle Namur, Victor Valet, Séverine Wolfs - ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À LA RÉDACTION DE CE NUMÉRO - Aurélie Desprez (Gratte) - MISE EN PAGE - Urielle Coeman - IMPRIMÉ par Media Process - Imprimé sur du papier recyclé.

Une société de privilèges

Lors de ma candidature en tant que Président du CJC, j'ai amené la question des privilèges comme fil rouge de mon deuxième et dernier mandat.

Penser l'impensé

Par « privilège », j'entends l'ensemble des avantages, en termes de pouvoir, de répartition des richesses, d'accès à certains droits... dont bénéficient des groupes sociaux construits culturellement comme supérieurs.

En voici un exemple : en tant qu'homme, je ne mets jamais en place de stratégies particulières pour rentrer d'une soirée. Je ne prévois pas de rentrer avant la tombée de la nuit, ni même d'emprunter un chemin différent. En tant qu'homme, je ne suis même pas conscient que l'espace public, dans certaines situations, peut être hostile pour d'autres parties de la population. C'est cela un privilège.

La Belgique est une société multiculturelle. On arrive aujourd'hui à la troisième génération de personnes d'origine étrangère. Le défi de notre société est de permettre à chaque citoyen d'avoir les mêmes droits ainsi que les mêmes chances pour se réaliser. Pourtant, lorsqu'on est une personne de couleur, on n'a pas les mêmes opportunités dans la recherche d'un logement ou d'un travail. Je ne parle pas ici de racisme, car ce n'est pas complètement cela. C'est cette petite chose qui fera qu'on choisira, à dossier égal, une personne blanche à une personne de couleur. La même petite chose qui fait qu'un employeur va préférer choisir un homme à une femme lors d'un entretien d'embauche, en prêtant à la femme des stéréotypes de genre (moins de compétences supposées, plus de probabilités d'absentéisme pour cause de garde d'enfant malade, etc.). C'est en cela que la question des privilèges transparait également dans les luttes féministes. L'employeur n'est pas raciste ou sexiste. Il est simplement le fruit d'un système qui lui l'est, et de manière systémique. Il est le fruit d'un système qui ne donne pas les mêmes chances et opportunités à toutes et tous.

Le privilège est, selon moi, de penser depuis sa position en ignorant les avantages et le pouvoir que cette position-même confère dans la société. L'ignorance est la jouissance du privilège... Comme l'explique la sociologue Peggy McIntosh, nous n'avons pas nécessairement conscience de ces privilèges. Par la socialisation, nous avons appris à les considérer comme normaux. C'est pourquoi, dans le cadre de mon mandat, j'aimerais impulser des réflexions et des actions autour de l'importance de « penser cet impensé » que sont les privilèges.

Crise sanitaire : révélatrice de privilèges ?

La crise sanitaire et la lutte contre la COVID19 supplantent aujourd'hui presque toutes les autres crises et luttes dans notre société. Nous vivons aujourd'hui une crise sanitaire, sociale, écologique, économique et peut-être demain politique. Dans ces multiples crises présentes et à venir, la question des privilèges aura une grande importance. Je suis convaincu de la pertinence de cette grille d'analyse pour comprendre les enjeux de société d'aujourd'hui et surtout de demain.

Je ne peux m'empêcher de constater que dans cette période où on demande aux citoyens de rester chez eux, tout le monde n'a pas forcément de chez soi. Dans cette période où nous applaudissons le personnel soignant aux fenêtres, nous applaudissons majoritairement des femmes. Dans cette période où le télétravail est la norme, le travail n'est pas un acquis pour toutes et tous. Dans cette période où la jeunesse est stigmatisée pour son comportement, la jeunesse est au contraire solidaire et inventive.

Une jeunesse engagée

Dans ce questionnement, la jeunesse de notre pays joue un rôle important. À travers la lutte pour une meilleure justice climatique, les luttes féministes ou les luttes décoloniales, la question des privilèges transparait. Des jeunes s'engagent dans cette critique du monde et de notre système économique.

C'est le cas du Musée du Capitalisme, qui avec son musée itinérant sur le capitalisme nous amène à une critique systémique de notre monde, et de Déclis en Perspectives qui se donne pour mission de stimuler la capacité d'agir et de soutenir des jeunes dans leurs projets collectifs, engagés et inscrits dans les principes de l'économie sociale. On peut également citer les JOC ou les Jeunes CSC qui, à travers leurs activités militantes, apportent une critique nécessaire et indispensable de notre système économique et social préalable à un changement de paradigme. Nous vivons toutes et tous la même crise mais nous ne la vivons pas de la même manière.

Former des CRACS c'est aussi permettre aux jeunes de prendre conscience des privilèges qui subsistent encore dans notre société, et aussi, le cas échéant, de leurs propres privilèges. Au CJC, tous les jours des jeunes s'engagent à différents niveaux pour un monde plus juste. Questionner ensemble les privilèges de nos sociétés, c'est donner l'occasion de mettre en avant les différentes initiatives et réflexions qui existent déjà au sein de notre fédération. Cela pourra se faire à travers les assemblées générales ou à travers des événements de partages d'outils ou de débats. Sans doute en visioconférence au vu du contexte. L'idée est qu'il est important que toutes ces questions qui traversent notre jeunesse y trouvent des réponses par les jeunes. Pour qu'au final, le monde de demain soit fait par eux.

*Propos de Roger Dushime
recueillis par Estelle Namur
CJC*



Le SIAJ au cœur de l'IPPJ Saint-Servais

Le Service d'Information et d'Animation des Jeunes, ou SIAJ, travaille la citoyenneté et la démocratie à travers l'expression culturelle et artistique avec différents jeunes publics. Parmi ces jeunes, le SIAJ travaille avec un groupe évoluant dans un milieu assez spécifique : l'Institution publique de protection de la jeunesse (IPPJ) de Saint-Servais. Nous avons rencontré Virginie du SIAJ pour qu'elle nous en dise plus.

En quelques mots, quel est le projet mené par le SIAJ à Saint-Servais ?

Tout d'abord, l'IPPJ de Saint-Servais est une institution pour jeunes filles qui ont été placées par un juge afin de les extraire d'un environnement toxique, et de réorienter leur trajectoire de vie. Durant leur séjour, leur cadre de vie est très strict, l'objectif étant de leur permettre de réintégrer un cadre familial, professionnel et scolaire.

Les grandes lignes du projet sont assez simples. Deux groupes sont formés : un groupe de jeunes filles de l'IPPJ et un groupe de jeunes filles fréquentant une maison de jeunes. Au début, les filles savent uniquement qu'elles vont rencontrer d'autres jeunes et qu'elles vont être amenées à créer. Ce sont elles qui vont déterminer collectivement la forme que va prendre le projet. L'unique cadre est la réalisation commune d'une création artistique ou culturelle qui permet l'expression de soi. Le projet tourne souvent autour de quelque chose de visuel : la photo, du montage, l'écriture, etc. Ensuite, plusieurs fois pendant le projet, les deux groupes sont amenés à se rencontrer pour progresser sur cette réalisation commune. Finalement, celle-ci est présentée aux autres jeunes filles de l'institution et, éventuellement au grand public.

La démarche des animateurs du SIAJ est d'arriver dans l'IPPJ sans programme défini et de laisser les jeunes filles des deux groupes déterminer la forme que prendra le projet. L'important est qu'on puisse travailler à partir de ce que les jeunes de l'IPPJ veulent et de qui elles sont. Ensuite, on vient avec nos outils et notre expertise pour les épauler.

Quelles sont les particularités de travailler avec un groupe de jeunes filles en IPPJ ?

Ce projet est souvent perçu par les jeunes filles comme une véritable bulle d'air dans leur quotidien. Comme déjà évoqué, celui-ci est régi par des règles assez strictes. Lorsqu'elles sont en animation avec le SIAJ, elles ont l'occasion de sortir de ce cadre et d'être plus libres. Finalement, elles peuvent vivre ce que bon nombre de jeunes de leur âge vivent chaque semaine en Organisation de Jeunesse. Le SIAJ a même obtenu des journées de sortie avec les filles sans personnel éducatif de l'institution.

Le projet doit aussi son bon accueil à l'importance qu'il donne à ce que sont ces jeunes en tant que personnes, et non à ce qu'elles ont fait, ce que le cadre et le regard des autres a tendance à leur rappeler quotidiennement. Le but des activités de découverte et d'expression de soi est que les jeunes laissent les contraintes juridiques de côté, se sentent à l'aise pendant un moment et expriment ce qu'elles sont ou ressentent vraiment.

Enfin, même si la base de travail et les activités sont a priori communes, il va y avoir des petites différences entre les deux groupes. En IPPJ, on va plus travailler sur la découverte et la connaissance de soi, de ses qualités, de ses centres d'intérêts, et sur l'expression de tout cela. En Maison de Jeunes (MJ), les jeunes ont déjà des activités qui leur permettent de le faire, on se centrera donc plus sur la partie réalisation.

Comment sont vécues les rencontres entre les deux groupes ?

Il y a toujours un peu d'appréhension des deux côtés, évidemment. Les filles de l'IPPJ appréhendent d'être vues à travers le prisme de ce qu'elles ont fait, quand celles de la maison de jeunes se demandent ce que les premières ont fait, comment elles sont ou quel est leur quotidien. Ces rencontres n'ont rien de naturel, elles sont provoquées. En tant qu'animateurs on travaille donc beaucoup à les rassurer et à les pousser un peu, à provoquer le déclic. Très souvent ça finit par prendre, les barrières tombent peu à peu et les langues se délient. Des deux côtés, les jeunes finissent par constater qu'au final elles se ressemblent beaucoup. Avec des centres d'intérêts, des projets et des manières de voir le monde souvent assez similaires.

C'est très positif parce que ça permet aux jeunes de la MJ de découvrir des conditions de vie différentes des leurs, et à celles de l'IPPJ d'avoir une fenêtre sur le « dehors », de voir qu'il y a de la place pour elles, qu'elles peuvent se départir de leur étiquette. Il ne faut pas perdre de vue que leur présence en institution est temporaire et que son but est de préparer leur réinsertion et de les aider à créer un projet de vie.

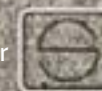
Quelles formes prennent les projets finaux ?

Les différentes éditions de ce projet nous ont permis d'assister à des réalisations très différentes. Un groupe a intégré la journée porte ouverte de la MJ partenaire en y proposant un spectacle de danse et des posters pour l'agrémenter. Un autre groupe a participé à la journée Move and Go à Liège en proposant aux passants de venir se photographier devant une bache sur laquelle elles avaient réalisé une fresque collective. Un troisième a suivi des ateliers cuisine avec un chef coq avant de proposer une activité dégustation aux autres jeunes de l'IPPJ. L'important est de pouvoir les faire sortir de leur cadre habituel et intégrer le monde extérieur, de les doter d'une certaine autonomie et de casser l'étiquette qui leur colle trop souvent au dos.

*Propos de Virginie Gorjan recueillis par Victor Valet
CJC*



©Stéphane Viseur





Focus membres - Les Guides

Les Guides, un mouvement au féminin

À l'origine réservés aux garçons, les mouvements de jeunesse accueillent des filles depuis 1910 avec la création du guidisme par Agnès et Robert Baden-Powell. Ce mouvement est importé en Belgique en 1915, plus exactement à Bruxelles aux Marolles. Il a alors pour vocation de former les filles à être de bonnes maitresses de maison. Si ça nous paraît choquant aujourd'hui, quoi de plus normal pour l'époque qu'un badge « Bonne Ménagère » destiné uniquement aux filles. Mais très rapidement, un glissement s'opère...

À la suite de revendications féministes de droits réellement universels, sans distinction de genre notamment, le guidisme devient un espace d'éducation à la citoyenneté par l'action. Le principe d'ouverture aux autres et sur le monde devient alors structurel pour le projet et ne le quittera plus. L'objectif des Guides est désormais de permettre aux filles et aux femmes d'œuvrer à un monde dans lequel chacun dispose des mêmes chances et a accès aux mêmes droits.

Les Guides, un mouvement de jeunesse féministe ?

S'il s'est ouvert aux garçons durant son évolution, les Guides sont un mouvement de jeunesse féminin. Néanmoins, il ne se revendique pas féministe pour autant. En tous cas, pas au sens militant du terme. À la militance, les Guides privilégient l'éducation par l'action. Le principe de base du guidisme est d'inviter à venir vivre une série d'expériences au sein du mouvement afin d'apprendre et de se rendre compte de tout ce qu'on est capable de faire seule ou en groupe, et d'ouvrir les yeux sur les places que les femmes peuvent occuper dans la société.

L'article 5 de la Charte des Guides montre d'ailleurs l'importance qu'accorde le mouvement à la sensibilisation à la place des femmes dans la société « par l'éducation et le développement de l'esprit critique des filles et des garçons ». À travers cet article, l'objectif est exprimé de « conscientiser aux inégalités en déconstruisant les stéréotypes véhiculés par et dans notre société » et de « construire un vivre ensemble égalitaire en responsabilisant chaque personne ». Si cela se fait bien sûr dans l'animation menée chaque semaine dans les unités guides de la Fédération Wallonie-Bruxelles, on retrouve également cette sensibilité dans la structure du mouvement.

Une grande importance est accordée au leadership féminin chez les Guides et en dehors. Dans une volonté de libérer le potentiel de chaque femme, les Guides essaient de faire en sorte qu'il y ait toujours des femmes dans les postes à responsabilités à tous les niveaux. Certains postes sont aussi exclusivement réservés à des femmes, comme celui de Présidente Fédérale. Dans certains contextes, cela évite que ces postes soient accaparés par des hommes et permet aux femmes d'avoir voix au chapitre et de développer leur potentiel.

Un mouvement féminin qui accueille aussi les garçons, comment ça marche ?

Depuis 1979, les Guides proposent à leurs groupes d'accueillir aussi des garçons. Cette coéducation est validée par l'Association Mondiale des Guides et Éclaireuses depuis 1998. Aujourd'hui, elle est présente dans de nombreuses unités, notamment dans les plus jeunes branches et au sein des staffs d'animation. Le choix est toujours laissé aux groupes de choisir la coéducation ou pas, de telle sorte qu'il y aura toujours un groupe qui correspondra aux désirs d'une personne.

Le mouvement définit la coéducation comme un moyen, un outil pédagogique, qui développe les capacités à grandir ensemble, à évoluer ensemble vers des buts communs, et à soutenir des principes d'égalité et d'inclusion. Dans les groupes en coéducation, la plupart des animations seront mixtes, mais il y aura toujours une attention aux différentes sensibilités, voire des moments aménagés pour des sous-groupes.

Des réflexions et des outils ont évidemment aidé à la mise en place de cette coéducation. Parmi les points d'attention on retrouve notamment le fait d'éviter les stéréotypes et de cantonner les filles dans un certain rôle et les garçons dans un autre. Être ensemble permet de se rendre compte que chacun a ses spécificités, ses forces et ses faiblesses, indépendamment de son genre, et peut travailler sur celles-ci et s'épanouir grâce au guidisme.

Les Guides ont mis en place des fiches techniques reprenant des animations et des manières de construire la coéducation. Le mouvement propose régulièrement des moments consacrés à la place de la femme dans la société, et plus largement à l'inclusivité, comme la thématique Universelle lors de l'année 2009-2010, celle du centenaire du mouvement. Enfin, le leadership féminin est également utilisé à des fins d'émancipation, et passe par des possibilités de formation dans lesquelles chaque jeune peut développer des compétences afin d'assumer une série de responsabilités et de places dans la société.

*Propos de Marie-Camille Astori et Cadeau Muhayimana
recueillis par Victor Valet
CJC*



Focus membres - Action Médias Jeunes

Action Médias... Genres !

Dans un idéal d'émancipation de chacun et d'égalité de tous, la société doit célébrer la singularité, la différence et la diversité. Actuellement, elle fait exactement l'inverse. En renvoyant aux individus des normes très claires de ce qu'ils devraient être selon leur appartenance ethnique, leur sexe ou encore leur âge, notamment à travers les médias et la publicité, elle enferme certaines personnes dans des rôles prédéfinis et fait des autres les complices d'un système ultra-normé.

Depuis leur naissance, les filles sont bombardées d'images qui les associent à une catégorie et les dirigent vers une série de rôles historiquement attribués au genre féminin par les systèmes patriarcaux. Pour que chacun puisse accéder à la plus haute forme de liberté, il est urgent d'ouvrir les yeux sur les représentations de genre et le rôle qu'elles jouent dans la construction personnelle et les parcours de vie des individus. Action Médias Jeunes contribue à cette sensibilisation à travers une série d'activités et d'outils.

Pornographie

31 % des moins de 12 ans ont déjà été exposés à des images à caractère pornographique, à 17 ans, on monte à 82 %. Au-delà du problème légal que pose l'accès, volontaire ou pas, à des images pornographiques, c'est toute la question de la construction de soi-même et du rapport à la sexualité qui se pose. Action Médias Jeunes a souhaité s'attaquer à ces questions à travers le prisme de l'industrie du porno pour permettre aux jeunes de prendre de la distance par rapport à des médias qui sexualisent à dessein les corps, et principalement ceux des femmes. Développé en collaboration avec l'ASBL Crible, un outil devrait voir le jour en septembre 2021. Il permettra aux enseignants d'aborder les questions liées à la pornographie. Il proposera une analyse du rapport qu'entretiennent les jeunes avec ce média (vie affective et sexuelle), des stéréotypes de genres qu'ils véhiculent (male gaze, objectification des corps féminins) ou encore de l'industrie qui se cache derrière. De manière plus large, il interrogera les élèves sur leur conception de l'image sexualisée et sur la place et la représentation de la sexualité dans les médias au sens large (des réseaux sociaux aux séries, en passant par la publicité).

Pour aborder ce sujet, le projet compte sur l'expertise de Crible, et sur la documentation et la pédagogie des animateurs qui se préparent déjà à répondre aux nombreuses questions et interrogations des élèves.



Jeu Vidéo

Afin de développer les regards critiques sur un média que certains jeunes consomment quotidiennement, Action Médias Jeunes mène avec eux des animations sur les représentations qu'ils se font du jeu vidéo. Souvent les garçons assument haut et fort leur côté gamer, alors que les filles se sentent moins légitimes dans leurs pratiques vidéoludiques. Par ce biais est posé le constat de l'accaparement de ce média par un public masculin assez peu disposé à le partager. Cette accaparement, Action Médias Jeunes travaille à la déconstruire, notamment à travers ses stages de création de jeu vidéo, où ils mettent en place des échanges et des collaborations entre publics féminins et masculins.

Les producteurs ayant une grande influence sur les jeux et les joueurs, l'organisation veut outiller les filles dans l'idée de rééquilibrer cette industrie.

Ces stages sont aussi un moyen privilégié de mettre en question les messages et les représentations véhiculées par les jeux vidéo. Quand la thématique abordée est liée aux questions de genre, les animateurs invitent les participants à changer leur regard sur les images stéréotypées des femmes dans les grosses productions actuelles.

Un débat a également été animé par Action Médias Jeunes à l'occasion de la diffusion de « Qui sont les joueurs de jeu vidéo » de Game Spectrum. Le débat portait sur les masculinités problématiques dans l'industrie du jeu vidéo, la presse spécialisée et les communautés de joueurs, et sur les représentations de genre dans les productions vidéoludiques.



Genre et jeux vidéos

Lors du reconfinement, Action Médias Jeunes a proposé plusieurs animations-ateliers d'éducation aux médias à réaliser à la maison. Chacun est enrichissant mais l'un d'eux entre particulièrement en résonance avec les activités présentées dans cet article : il s'agit d'une fiche-animation « Genre et jeux vidéos ». Nous vous conseillons vivement d'aller y jeter un coup d'œil ici : <https://bit.ly/33TRpXh>

Télévision

Depuis plusieurs générations, les enfants et les jeunes regardent la télévision plusieurs heures par semaine. Vecteur d'ouverture et de culture lorsqu'utilisée intelligemment, elle est surtout un des plus importants véhicules de représentations et de stéréotypes. Action Médias Jeunes mène, dans chaque catégorie d'âge, des initiatives pour sensibiliser le jeune public aux stéréotypes perpétuant notamment les inégalités de genre. Parmi ces initiatives on retrouve « Zappés comme jamais ». Les animateurs découvrent avec les classes de primaire, la manière dont la télé-réalité, les dessins animés, les séries et Youtube contribuent à l'éducation des enfants. Les stéréotypes y sont mis en lumière, et les questions de genre y ont leur part belle. Il en ressort que si certaines productions se veulent progressistes dans leur approche du genre, les filles et les garçons continuent d'être représentés de manière trop différenciée. En outre, sont encore bien trop présents les personnages féminins qui soignent systématiquement leur apparence pour plaire aux garçons et plus généralement, une importance démesurée donnée à l'image qu'on renvoie aux autres.

À l'école secondaire, une activité centrée sur les représentations de genre dans les séries est en préparation. Objet de grande consommation chez les ados, les stéréotypes y sont légion. Une phase d'analyse mettra l'accent sur les représentations féminines dans les séries, notamment via l'échelle de Bechdel*, et sur la manière de filmer par les hommes et pour les hommes (ou male gaze). Ensuite, une phase de mise en activité permettra aux élèves de retravailler ces images sur base d'un œil plus neutre.

*Test de trois questions mettant en évidence la surreprésentation des protagonistes masculins dans le cinéma.

Propos de Benoit Laloux, Maxime Verbesselt et Adrienne Thiéry recueillis par Victor Valet
CJC

Nous devrions tous être féministes

2020 est une année particulière pour les droits des femmes. En effet, cette année - profondément marquée par une crise sanitaire - nous fêtons également le 25^{ème} anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin¹, considéré comme le plan le plus progressiste pour l'avancement des droits des femmes et des filles. En octobre, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) publiait son indice d'égalité de genre pour l'année écoulée. L'Union européenne a vu son score progresser et atteindre 67,9/100. Pourtant, malgré la bonne direction prise, ces chiffres font penser qu'au rythme actuel, il faudrait 60 ans pour aboutir à une pleine égalité entre les hommes et les femmes.

Ces chiffres nous amènent à penser que le féminisme a encore des combats à mener, mais force est de constater que les propos féministes n'ont pas toujours la côte dans le débat public et que la légitimité même du féminisme (ou de certaines questions qu'il soulève) est parfois questionnée, et ce même si l'idéal d'égalité a tendance à faire consensus. Pourquoi ?

Une égalité déjà là ?

Parmi les discours délégitimant le féminisme - intentionnellement ou non -, il y a celui qui consiste à dire que le féminisme est le combat des générations précédentes - le droit de vote, le droit de travailler, le droit à la contraception étant acquis. D'autres mettront en avant que la question du genre prend déjà une place importante, et que des mesures de parité ont été prises favorisant l'accès égal des femmes et des hommes aux mandats électoraux, ou aux responsabilités professionnelles. D'autres feront appel à l'idéologie de la complémentarité des sexes, ou affirmeront encore que la question de l'égalité des sexes doit plutôt se poser « ailleurs ». Tous ces discours servent à justifier la même idée : l'égalité est déjà là, que peut-on faire de plus ?

¹Déclaration et du Programme d'action de Pékin : shorturl.at/opriS

Illusion et confusion

L'ironie de l'histoire veut que les féministes des années 1970 s'entendaient déjà dire « Qu'est-ce que vous voulez de plus ? ». Hier, comme aujourd'hui, ce type de questionnement s'explique par l'illusion qui existe autour de la notion d'égalité, entre femmes et hommes notamment. Si on peut admettre que la prise de mesures est une réalité et que la question du genre prend effectivement davantage de place dans le débat public, il persiste néanmoins de fortes inégalités entre les femmes et les hommes dans la vie de tous les jours. Et elles sont tout aussi réelles. Il existe en fait une confusion entre égalité des droits et égalité réelle, confusion qui donne l'illusion d'une égalité « déjà là ».

Un argument dangereux

Brandir cet argument d'égalité « déjà là » n'a en réalité rien d'anodin. Cet argument est d'ailleurs souvent utilisé par le mouvement masculiniste, défini par Nicole Van Enis comme un « ensemble de discours et d'actions militantes basé sur l'idée que les hommes souffrent d'une crise d'identité individuelle et collective en raison de la domination sociale qu'exerceraient les féministes en particulier, et les femmes émancipées en général ».

Dans un article consacré au masculinisme, Emilie Djawa montre que ce mouvement - qui n'est pas uniforme dans ses convictions - n'a pas d'autre intention que de maintenir le système patriarcal de notre société, même chez ceux qui utilisent des arguments plus « entendables » pour certains.

De plus, lorsqu'on brandit l'argument du « déjà là », on balaie d'un revers de la main une réalité et des faits qui ont une dimension tangible, si on prend la peine de s'intéresser aux chiffres et aux statistiques sexuées. On invisibilise également des problématiques qui sont tout sauf secondaires. Et in fine, on participe à la persistance du patriarcat.

En finir avec les fausses idées sur le féminisme

Chez les masculinistes, il y a cette idée que toute avancée permettant d'éradiquer le patriarcat est un risque de basculement vers une société « matriarcale » - le patriarcat étant une forme sociétale « naturelle » selon eux. Percevoir le renversement d'un système d'oppression comme un risque de basculement vers un système d'oppression inverse est un biais auquel il

peut être bon de s'intéresser pour répondre aux détracteurs - et aux sceptiques - du féminisme. C'est en réalité une fausse lecture du féminisme.

De manière générale, le féminisme vise l'égalité des sexes tout en étant lui-même traversé par une pluralité de mouvements. S'il ambitionne de mettre fin à la culture des privilèges, c'est aussi pour contribuer à la liberté de ceux qui ne se reconnaissent pas dans la figure de l'homme dominant. C'est un mouvement qui veut contribuer à ce que chaque être humain, quel que soit son sexe ou tout autre critère arbitraire, puisse, sans être limité dans ses choix, se développer et participer au développement de la société qui l'entoure.

Le patriarcat se réfère à une organisation sociale et juridique dirigée par les hommes. Il désigne un système d'oppression et d'exploitation des femmes par les hommes.

We should all be feminists

Dans une conférence intitulée « We should all be feminists », Chimamanda Ngozi Adichie affirmait en 2017 qu'il nous fallait travailler sur notre comportement, notre état d'esprit, nos croyances à propos du sexe et du genre pour en finir avec cette injustice qu'est le fonctionnement du genre aujourd'hui. Nous ajouterons que puisque le féminisme - dans sa globalité - souhaite la libération de chaque être humain, nous devrions tous être féministes.

Émilie Quenon
CJC



Sources / Pour aller plus loin

- Chimamanda Ngozi Adichie, [We should all be feminists](#), conférence TED, mai 2017.
- Claire Giraud et Margaux Collet, [Le féminisme pour les nul.le.s](#), 2019.
- CNCD, [Les droits des femmes passent par un changement du système](#), mars 2020.
- Conseil des Femmes francophones de Belgique asbl, [Le masculinisme, ou comment empêcher l'émancipation des femmes](#), octobre 2020.
- Parlement européen, [Il reste un long chemin à parcourir avant d'atteindre l'égalité des sexes dans tous les États membres](#), octobre 2020.

Violences de genre : stop à l'invisibilisation !

Parmi les violences faites aux femmes, les féminicides - et particulièrement ceux commis dans l'espace public par des inconnus - sont sans doute l'un des phénomènes les plus médiatisés. Pourtant ce phénomène et toutes les violences de genre peinent à être reconnus comme tels. Cette invisibilisation s'explique certainement par un ensemble de stratégies dont font partie un usage galvaudé de mots et la banalisation de faits, tant au niveau individuel et systémique qu'institutionnel.

Dans des articles où il est question de féminicides, il n'est pas (si) rare de voir apparaître des expressions telles que « crime passionnel » ou « drame familial ». Or, l'usage de telles expressions déplace la teneur du crime en se focalisant sur la passion amoureuse par exemple, et la responsabilité de l'auteur s'en trouve également réduite. Si le terme féminicide est important, c'est parce qu'il est question d'un meurtre de femme parce qu'elle est une femme.

Quand on parle des violences de genre dans leur ensemble, l'usage des mots a aussi toute son importance, particulièrement en matière de politique. Céline Caudron, coordinatrice chez Vie féminine, met en lumière l'invisibilisation des violences faites aux femmes par l'usage qui est fait des termes « violences de genre » dans la déclaration récente du gouvernement fédéral : elles y sont associées aux violences intrafamiliales, sexuelles et à la maltraitance d'enfants. Cet usage galvaudé des mots n'est pas sans conséquence : cela aura un impact sur la (non-)prise en compte de la dimension de genre dans les interventions de professionnels, et conduira à des lacunes dans la protection et le soutien des femmes.



La lecture « neutre » des violences de genre par la Belgique a d'ailleurs été critiquée par le Grevio - instance européenne en charge de l'évaluation du respect de la Convention d'Istanbul, premier instrument international à reconnaître que les femmes sont massivement victimes de violences parce qu'elles sont des femmes.

À ces problématiques s'ajoute la banalisation des violences, qu'elles soient sexuelles, physiques, psychologiques, symboliques ou encore économiques. Cette banalisation se traduit par des phrases tristement communes de type « ce n'est pas si grave » ou « ce n'est arrivé qu'une fois » et par des réponses inadaptées de la part du politique.

Ces stratégies ont une origine : la société est imprégnée de sexisme, idéologie qui repose sur le postulat de l'infériorité des femmes et qui produit et nécessite de la violence, comme tout système de domination. Combattre les violences de genre nécessite donc de combattre leur invisibilisation et de se poser la question du rôle que l'on tient dans un système dont l'idéologie nous a imprégné dès l'enfance.

Émilie Quenon
CJC

Sources / Pour aller plus loin

- Camille Wernaers, « [Dispute](#) » et « [crime passionnel](#) » : comment les médias minimisent les violences envers les femmes, Magazine Axelle, novembre 2017. Vanessa D'Hooghe, [3 choses à savoir sur la Convention d'Istanbul](#), Magazine Axelle, novembre 2017.
- Claire Giraud et Margaux Collet, *Le féminisme pour les nul.le.s*, 2019.
- Céline Caudron, *L'engrenage infernal*, Magazine Equipes Populaires Contrastes, le féminisme sur tous les fronts, mai-juin 2019.
- Dossier [Accord de gouvernement : les féministes réagissent, en 6 épisodes](#), Magazine Axelle, octobre 2020.

Règlements scolaires et sexisme

Le mouvement a démarré en France mais s'est largement invité chez nous par l'autoroute des réseaux sociaux. En signe de contestation aux règlements vestimentaires sexistes imposés par les écoles, les photos d'adolescentes y contrevenant volontairement ont fleuri sur Instagram lors de la dernière rentrée scolaire de septembre.

Sous l'initiative #14septembre, les étudiantes de Belgique et de France mettent en lumière plusieurs constats assez alarmants. Le premier est le conservatisme du milieu scolaire, exemplifié par les règlements d'ordre intérieur des écoles. Les règles sur la tenue vestimentaire posent problème dans un lieu qui devrait favoriser la diversité et l'expression - réfléchir à ces règles et inclure les jeunes dans cette réflexion est d'ailleurs l'occasion de nuancer la toute-puissance de l'image et de l'apparence dans notre société. Mais ce sont les asymétries entre filles et garçons - excluant d'ailleurs du débat les jeunes encore en construction de leur identité de genre - qui sont intolérables, car elles valident une série d'attitudes qui relèvent d'un paternalisme sexiste et rétrograde et d'un renforcement de la sexualisation systématique des corps des femmes dans la société. En déterminant ce qu'elles peuvent faire apparaître d'elles, ces règlements déposent les filles de leurs corps et leur enseignent que ces derniers sont objets de désir prompts à perturber l'apprentissage scolaire et la vie en collectivité. Cette posture contribue à perpétuer un mécanisme de culpabilisation des corps, qui rend les filles responsables du regard que l'on porte sur elles, en décidant de s'habiller d'une manière et pas d'une autre. Pourtant, ce regard est éminemment du fait de celui qui le porte.

Ce que ces élèves, et bien d'autres femmes, revendiquent est simplement le fait de pouvoir disposer de leur propre corps, notamment en choisissant la manière dont elles s'habillent. En filigranes, leur action montre qu'il est également primordial de déconstruire les mécanismes de sexualisation permanente du corps féminin dans la société. Il est donc urgent que l'école s'attelle à éveiller les élèves à ces mécanismes qu'ils côtoient chaque jour et à construire des ROI participatifs, égalitaires et respectueux de tous.

Un constat positif cependant : l'action #14septembre montre que les jeunes de 2020, ou du moins une partie d'entre eux, ont conscience des différences de traitement entre hommes et femmes imposées par notre société patriarcale. On ne peut plus leur dire sans qu'ils réagissent : « Les garçons doivent s'habiller de telle manière mais les filles de telle autre manière ». Et c'est un motif d'espoir de savoir que ces jeunes se mobilisent autour d'enjeux qui nous concernent tous.

Victor Valet
CJC



Genre et métiers de l'audio-visuel

En octobre 2020, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel a publié les résultats d'une étude menée dans les métiers de l'audiovisuel, dont l'objectif était d'analyser l'état de l'égalité de genre dans ce secteur. Les résultats mettent en lumière des discriminations, des inégalités et des problématiques qui sont présentes dans bien d'autres secteurs. Focus sur deux problématiques majeures identifiées dans le rapport du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

Ségrégation horizontale

Représentant 36,08 % du personnel dans le secteur de l'audiovisuel, les femmes ne constituent également que 19,5 % du personnel dans les professions techniques et sont davantage scriptes ou coordinatrices de contenus, tandis que les hommes sont surreprésentés dans les fonctions de réalisateurs, caméramans ou techniciens en charge du son. Cette ségrégation horizontale (ou paroi de verre) s'explique entre autres par les freins que rencontrent les femmes dans leurs parcours de formation, les discours fortement genrés de la part des enseignants et des responsables de formation en faisant partie.

En matière de ségrégation horizontale, l'enquête a également mis en exergue qu'il existait une répartition inégale des contenus entre les femmes et les hommes au sein des métiers dédiés à la rédaction : les femmes traitent davantage de matières sociétales, telles que la santé ou l'éducation, tandis que les hommes sont plus nombreux à couvrir les technologies, l'actualité nationale et internationale ou encore le sport. Cette inégalité serait liée aux prédispositions attribuées arbitrairement et respectivement aux femmes et aux hommes.

Les femmes étant cantonnées à certains métiers et à certains « sujets », l'une des conséquences de ces ségrégations pour les femmes qui parviennent à intégrer un espace professionnel où les hommes sont surreprésentés, c'est que certaines de ces femmes « accentuent » ou alors « effacent » partiellement leur identité de genre. Certaines femmes, présentes à l'antenne, affirment aussi avoir le sentiment d'y être présentes dans le but unique de représenter le genre féminin, sans prise en compte réelle de leurs compétences ou de leurs savoirs, et sans avoir toujours la possibilité de remplir le rôle pour lequel elles ont été engagées. Enfin, de manière générale, les femmes doivent aussi davantage faire leurs preuves.

Plafond de verre

Dans le milieu de l'Audiovisuel, une autre grande problématique à laquelle les femmes sont confrontées est l'existence d'un « plafond de verre », qui conduit à une ségrégation verticale. Cela signifie qu'elles sont moins nombreuses à accéder à des fonctions de dirigeantes.



En effet, 21% des administrateurs chez les 27 auditeurs de services de médias audiovisuels (SMA) analysés sont des femmes. Elles représentent également 18,5% des « top managers » (22 hommes, pour 5 femmes).

Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel explique cette ségrégation verticale par, entre autres choses, un mode de management régi par des codes « masculins », par un fonctionnement basé sur l'entre soi et le réseautage – le réseau étant composé majoritairement d'hommes – mais encore par le fait que l'évaluation des femmes est réalisée essentiellement par des hommes.

La gestion du temps et l'hyper-disponibilité des travailleurs étant un facteur déterminant dans la culture organisationnelle de l'entreprise (elles sont associées à la performance de l'individu), les contraintes familiales – qui reposent davantage sur les femmes – constituent un autre frein à l'accession des femmes à des postes plus importants. S'ajoute à cela le manque de légitimité auquel les femmes sont confrontées, face à des hommes surreprésentés aux postes de managers.

Les conséquences de cette ségrégation verticale sont sans grande surprise des progressions hiérarchiques plus faibles et une rémunération et des avantages réduits. À noter que lorsque les femmes accèdent au pouvoir, certaines vont avoir tendance à minimiser les expériences de sexisme vécues et à reproduire des stéréotypes sur le genre féminin (certaines étant visiblement plus « dures » avec les autres femmes). Certaines mettent donc délibérément à distance la conscience de genre. À l'inverse, d'autres femmes vont particulièrement développer cette conscience et saisir l'opportunité de mettre en place des actions visant à lutter contre les formes de sexisme.

Un sexisme omniprésent

Avec des problématiques majeures telles que la ségrégation horizontale et la ségrégation verticale, le secteur de l'audiovisuel est indubitablement aux prises d'une mécanique sexiste bien huilée. Cette mécanique s'appuie sur des stéréotypes binaires présents dans la société en général, ces stéréotypes étant utilisés pour justifier et naturaliser les rôles de sexe. Il est évident et tangible dans les chiffres du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel que ces stéréotypes binaires jouent en la défaveur des femmes et limite l'horizon des possibles pour elles.

Emilie Quenon
CJC

Sources / Pour aller plus loin

- Claire Giraud et Margaux Collet, *Le féminisme pour les nul.le.s*, 2019.
- Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, [Analyse de l'égalité de genre dans les métiers de l'audiovisuel et les ressources humaines des éditeurs de services de médias audiovisuels](#), 2019.

Et si l'espace public n'était pas neutre ?

Avec l'œil expert d'Apolline Vranken, fondatrice de la plateforme L'architecture qui dégenre, le CJC s'est intéressé à l'espace public et sa prétendue neutralité.

Les hommes flânent, les femmes passent

Regardez les noms d'architectes qui ont bâti nos villes, les noms de rue, les loisirs urbains subventionnés... Le premier constat est sans appel : les espaces publics ont été pensés par et pour les hommes. Cet ancrage se voit jusqu'à sa consommation : les hommes s'y posent tandis que les femmes, pour éviter de s'exposer à la violence, mettent en place des stratégies et ne font que les traverser.

Faire bouger l'espace

Dans les années 70, l'espace sort de sa prétendue neutralité genrée grâce aux mouvements des femmes. Les revendications d'égalité salariale, du droit à disposer librement de son corps... passeront par des manifestations dans l'espace public. Elles démontrent alors que celui-ci est éminemment politique. Pourtant, ce mouvement des femmes vers l'espace

public ne s'est pas accompagné d'un mouvement symétrique des hommes vers l'espace privé. Ces inégalités de genre se matérialisent inexorablement dans l'espace public. Les femmes se chargent de 75 % des accompagnements d'enfants, de personnes âgées ou malades. Nous pouvons observer que les femmes se déplacent le plus souvent à pied ou en transport en commun, alors que nos villes, elles, sont pensées pour donner la priorité aux automobilistes.

“La lutte pour une ville égalitaire ne se limite pas à une vision binaire hommes/femmes, mais inclut tout type de discrimination.”

Apolline Vranken.

(ap)Prendre sa place

Prenons l'exemple de l'école. Ce n'est pas un espace public à proprement parler, mais comme nous allons le voir, ce lieu est tout à fait représentatif des dynamiques futures. Nous pourrions croire que la dimension du genre n'est pas encore inscrite dans les cours de récréation, que l'école est à l'abri de la sexualisation de la société. Au contraire, elle se trouve être un espace où les enfants apprennent très tôt à se mouvoir d'une manière genrée. En effet, nous pouvons observer que la cour de récréation se compose généralement de garçons qui jouent au foot au centre alors que les filles se concentrent en périphérie de la cour, ce qui restreint leurs mouvements. De plus, avec cette disposition, il devient risqué de traverser la cour sous peine de se faire réprimander par les garçons pour avoir dérangé une partie de foot. S'installent alors les mêmes dynamiques que dans l'espace public : stratégies d'évitement et sentiment d'illégitimité. Néanmoins, des initiatives se mettent en place pour permettre une répartition de l'espace plus égalitaire. Les sous-espaces favorisent la mixité et empêchent qu'un groupe ne saccapare l'espace central, des sols souples invitent les enfants à s'assoier et discuter ensemble, enlever le ballon de foot permet simplement aux enfants de se retrouver.

Bonnes pratiques

La ville de Vienne est considérée comme pionnière. En effet, elle peut se targuer de s'être munie d'un bureau des femmes traitant des questions de harcèlement ainsi que d'un bureau de coordination pour la planification urbaine chargé des besoins des femmes. Cette démarche s'inscrit dans la politique de « gender mainstreaming » promu par l'Union Européenne. Travailler une signalétique non stéréotypée, élargir les trottoirs, ouvrir les espaces, ou au contraire promouvoir des alcôves... Autant de techniques qui peuvent être mises en place pour se réappropriation l'espace public et amener à la mixité. Ces processus doivent impérativement passer par une consultation préalable avec les personnes concernées.

En Belgique, le mouvement se met doucement en place. Nous avons le projet CALICO - CAre and Lliving in COmmunity -, mené par le CLTB, ANGELA D, PASS-AGES et le CPAS de Forest, qui a pour vocation de construire de nouvelles formes de co-housing basées sur l'entraide intergénérationnelle, mêlant maison de naissance et de mourance. Le projet se concentrera également sur les problématiques de logements des femmes. Ces logements devraient voir le jour en 2021.

L'architecture qui dégenre

Pour faire émerger ces initiatives, il est essentiel de visibiliser les enjeux de l'espace public. C'est dans cette optique que L'architecture qui dégenre opère un important travail de sensibilisation grâce aux Journées du Matrimoine, ainsi qu'à des visites féministes de Bruxelles et des béguinages à l'année.



Au-delà de sa mission de transmission et de pédagogie, Apolline Vranken s'attèle également au plaidoyer politique, et participe actuellement au comité scientifique qui accompagne le Gouvernement bruxellois dans sa politique du logement post-COVID. Apolline Vranken n'a de cesse de le rappeler : « La lutte pour une ville égalitaire ne se limite pas à une vision binaire hommes/femmes, mais inclut tout type de discrimination. On va donc parler des personnes non-valides, des personnes dépendantes, des enfants, des personnes âgées, des minorités, que ce soit les personnes racisées ou de la communauté LGBTQIA+. Nous voulons créer des espaces accueillants et inclusifs ».

*Propos d'Apolline Vranken recueillis par Estelle Namur
CJC*

Femmes et crise

Il n'aura échappé à personne que la crise sanitaire que nous connaissons actuellement précipite et accentue les inégalités déjà présentes dans notre société. Ce constat vaut bien évidemment aussi pour les inégalités existant entre les femmes et les hommes. Parmi les problématiques exacerbées par la crise, on notera entre autres une augmentation des violences de genre, un risque accru de basculer dans la précarité et la pauvreté et l'hyper-sollicitation des femmes. C'est à cette dernière que nous allons nous intéresser d'un peu plus près.

Dans le contexte d'une crise sanitaire qui mobilise particulièrement les personnes travaillant dans le secteur des soins de santé, les femmes ont été et sont particulièrement sollicitées. En effet, en Belgique, les femmes représentent 80 % du personnel travaillant dans le secteur hospitalier, 88% dans les maisons de repos et de soins et 86,5% dans les maisons de repos pour personnes âgées. Largement majoritaires dans ces secteurs, ce sont donc principalement des femmes qui sont en première ligne et sont de ce fait plus à risque d'être touchées par la maladie. Dans d'autres secteurs qui se sont révélés essentiels durant la crise, tels que les crèches et les aides familiales à domicile, les femmes représentent respectivement 96 % et 95 % du personnel.

Si la crise sanitaire a tant sollicité les femmes, c'est parce qu'au fil des siècles les femmes se sont vu assigner un rôle de soin (aux nouveau-nés, aux enfants, aux autres). Le fait qu'elles puissent donner la vie a mené l'imaginaire collectif à les considérer comme naturellement plus compétentes pour l'éducation, la vie de famille, l'entretien de la maison et, lorsqu'elles ont intégré la sphère professionnelle, pour les métiers qui requièrent l'altruisme, dont les métiers dits du care. La mécanique d'intégration des stéréotypes de genre étant passée par là, aujourd'hui les fonctions qui consistent à satisfaire les besoins d'autrui (soin et/ou service) sont principalement occupées par des femmes. Le problème, c'est que ces secteurs essentiels sont socialement et financièrement dévalorisés.

En plus d'être particulièrement sollicitées par certains emplois qu'elles occupent largement, ce sont également les femmes qui ont dû gérer un changement brutal en prenant davantage en charge l'éducation des enfants ou en étant contraintes de réadapter complètement le quotidien. Car ce sont davantage les femmes qui sont confrontées à ce travail invisible et non-rémunéré que sont les tâches ménagères ou la cuisine. Il faut noter également que 80 % des chefs de famille monoparentale sont des femmes. La crise a donc exacerbé certaines manifestations du sexisme, présentes bien avant celle-ci.



Emilie Quenon
CJC

Sources / Pour aller plus loin

Marie-Anaïs Simon, « [Prendre soin](#) », un job de femmes ?, Femmes plurielles, mars 2019.

Irène Kaufer et Valérie Lootvoet, [Le confinement, miroir grossissant des inégalités entre femmes et hommes](#), avril 2020.

Lettre ouverte d'associations de femmes à la Première ministre, [Sophie Wilmès : l'urgence est absolue pour les droits des femmes](#) !, Magazine Axelle, avril 2020.

Conseil des Femmes francophones de Belgique asbl, [Le COVID-19, nouvel ennemi des droits des femmes](#) ?, 28 avril 2020.

Mon corps, mes choix !

WomanDO est un planning familial qui accueille des femmes immigrées en Belgique ayant subi des violences sexuelles dans leur pays d'origine ou sur leur parcours migratoire. Si cet endroit existe, c'est parce que des droits fondamentaux sont encore régulièrement refusés à certaines femmes : notamment ceux d'intégrité corporelle et de disposition de leur corps.

Trop de femmes sont privées du droit de disposer de leur corps. Les cas les plus extrêmes de négation de ce droit, malheureusement fréquents chez nous comme ailleurs, sont l'imposition aux femmes de violences sexuelles, par des pratiques comme les mutilations génitales, le mariage forcé ou l'obligation de procréer. Se libérer de ces contextes extrêmes ne garantit pourtant pas de bénéficier automatiquement du droit à disposer de son corps. Beaucoup de femmes n'ont pas suffisamment accès à l'information nécessaire pour exercer ce droit et se défendre de ceux qui le leur nient. C'est l'une des missions que remplit WomanDO, via un accueil individuel ou en groupe. La pression sociale très forte autour du corps des femmes constitue également un obstacle à ce droit, en les poussant à se conformer à des normes leur enjoignant par exemple de s'habiller d'une certaine manière, de correspondre à une image véhiculée dans la majorité des médias, de pratiquer une sexualité conforme à des critères établis, et surtout de faire des enfants.

De nombreuses voix de femmes s'élèvent heureusement pour clamer leur droit total sur leur corps. Rappelons d'abord que ce droit proclame que chaque individu est souverain des décisions concernant son propre corps (en matière de reproduction et de sexualité entre autres, mais aussi d'euthanasie).

La possibilité d'en bénéficier passe donc d'abord par une société dans laquelle les femmes jouissent d'une sécurité de base, trop souvent inexistante à l'heure actuelle. Il est également primordial de rendre accessibles des espaces sécurisés où se réfugier et parler librement en cas d'atteinte à ce droit. C'est pour le moment le cas des plannings familiaux, dont WomanDO. Enfin, il est important de renforcer l'accès à une information légale et médicale permettant d'exercer ce droit en toute liberté et en toute sécurité. La contraception, par exemple, n'est pas comprise de manière égale par tous, alors qu'elle devrait permettre aux femmes de vivre leur sexualité comme elles l'entendent. Même chose pour l'accès à l'interruption volontaire de grossesse, qui peut être légalement pratiquée en Belgique jusqu'à douze semaines de grossesse, dans un contexte sanitaire et psychologique sécurisant.

Le droit à disposer de son corps est une liberté fondamentale et incontournable en démocratie. Mais celui des femmes est trop souvent bafoué.

Aujourd'hui, par exemple, près de 5000 femmes vivant en Belgique sont menacées d'excision, pratique fermement condamnée par la loi. Il est donc primordial que nous prêtions tous attention à l'éducation et à l'information à ce droit, afin que chacun puisse jouir des mêmes libertés.

Victor Valet
CJC



Cheminer vers l'égalité des genres : pistes et outils

Faire son auto-diagnostic

- S'interroger sur ses propres stéréotypes.
- Se poser la question du rôle que l'on tient dans un système dont on est imprégné (sexisme).
- Reconnaître que les femmes n'ont pas les mêmes opportunités, reconnaître ses privilèges.

S'informer et (se) déconstruire

- Se tenir au courant des problématiques d'inégalités entre les femmes et les hommes. Le projet des Grenades de la RTBF est un projet féministe et intersectionnel grâce auquel le statut et les droits des femmes sont décortiqués au travers de l'actualité.
- Déconstruire ses croyances autour des inégalités entre femmes et hommes et combattre l'invisibilisation. Pour déconstruire spécifiquement les violences de genre, le Conseil de l'Europe a conçu un Manuel rassemblant une série d'activités à mener avec des jeunes (ou des moins jeunes) pour aborder les violences de genre.

Faire le diagnostic de son association

- Établir un bilan chiffré de son association et s'interroger sur son mode de fonctionnement. La Direction de l'égalité des chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles a réalisé en 2014 un Guide pour l'égalité des femmes et des hommes dans les ASBL. Ce document peut être utilisé comme support pour réaliser un autodiagnostic grâce aux pistes méthodologiques qu'il propose. Sont également présentés des pistes de réflexion et conseils pratiques pour impulser une dynamique d'égalité des femmes et des hommes au sein des associations.
- Avoir une attention pour les personnes marginalisées dans leur volonté de lutter contre les discriminations envers les femmes et envisager une approche intersectionnelle (pour in fine garantir des opportunités à toutes les femmes et à toutes les personnes discriminées du fait de leur couleur de peau, leur handicap, leur orientation sexuelle, etc.). Vous trouverez davantage d'informations sur l'intersectionnalité dans le dossier Genre et Intersectionnalité du CJC.
- Se questionner sur la possibilité d'une « approche du genre » dans la gestion des ressources humaines de l'ASBL. L'approche intégrée de l'égalité, ou gender mainstreaming, se définit comme la (ré)organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux. L'outil Genre, ONG et société civile (issu de la série Les essentiels du Genre) publié par l'association Le Monde selon les femmes, pose quelques balises de questions à se poser, met en lumière des résistances qui pourraient se présenter et propose quelques stratégies de déblocage.



Quelques associations de femmes et associations féministes

• Vie féminine

En tant que mouvement féministe, Vie Féminine défend une société solidaire et égalitaire. L'association publie le seul magazine féministe en Fédération Wallonie-Bruxelles, « axelle ». Vie féminine organise également des formations à destination de toute personne qui œuvre dans le champ de l'éducation permanente ou de l'action associative, qui souhaite intégrer les clés du féminisme dans son travail de terrain. Consultez le site www.viefeminine.be.

• L'Université des femmes

L'Université des Femmes se définit comme un laboratoire de recherche, d'enseignement et de réflexions féministes sur la condition des femmes. L'université des femmes met en ligne des études, des analyses, des outils et propose des formations « sur mesure » pour réfléchir de manière féministe sur un sujet qui vous préoccupe ou sur des situations d'inégalité dans votre organisation, vos pratiques. Consultez le site www.universitedesfemmes.be.

• Le Conseil des Femmes Francophones de Belgique (CFFB)

Il s'agit d'une association « couple » qui regroupe une cinquantaine d'organisations de femmes francophones appartenant à différents points de vue philosophique et idéologique. L'ASBL se dit pluraliste, interculturelle et intergénérationnelle. L'association publie des articles, des dossiers, mémorandums et avis. Consultez le site www.cffb.be.

• L'ASBL Garance

Garance est une association sans but lucratif qui lutte contre les violences basées sur le genre. L'association organise des formations d'autodéfense et de défense verbale, réalise des actions de sensibilisation et d'information. Garance partage aussi son expertise dans le domaine de la prévention des violences basées sur le genre via des formations à destination de professionnels. Consultez le site www.garance.be.

L'écriture inclusive fait partie des pistes de réflexion, elle est d'ailleurs un chantier auquel le CJC va s'atteler dans les prochains mois. En effet, cette écriture a une portée éminemment politique. Il faut rappeler que le masculin n'est historiquement pas « neutre ». Ce n'est qu'au 18^{ème} siècle que la règle « Le masculin l'emporte » et se généralise sous l'idée que « Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle sur la femelle ». Il a pour effet d'invisibiliser les femmes ainsi que de cristalliser les stéréotypes. Ne parler, par exemple, que d'« ouvriers » et d'« infirmières », même si ces métiers sont majoritairement masculins ou féminins, pousse à une représentation genrée des métiers et limite le champ des possibles de chaque individu. Il est donc nécessaire de démasculiniser la langue puisque la société influe sur celle-ci autant qu'elle influe sur la société. Écrire de manière inclusive porte donc une revendication forte pour l'égalité des genres.

Emilie Quenon et Estelle Namur

L'outil ultime de critique de l'information

La critique de l'information est devenue un sujet majeur dans notre société. En effet, la création d'internet a permis l'accès à l'information au plus grand nombre, mais avec quelles conséquences ? La production d'informations n'est plus l'apanage de quelques initiés, elle est, pour le meilleur et pour le pire, accessible au commun des mortels. Comment pouvons-nous alors nous y retrouver face à ce flot d'informations ? Action Médias Jeunes nous aiguille grâce à l'outil ultime de critique de l'information.

Il peut être déroutant d'être confronté à des jeunes qui sont nés dans toutes ces nouvelles technologies et qui ont une consommation médiatique bien supérieure à ce qui se faisait jusque là. « Les jeunes ne s'informent plus » un cliché qui leur colle à la peau... Pourtant, ils s'informent bel et bien, mais différemment de leurs aînés ! Pour pallier ces différences, Action Médias Jeunes a mis au point un outil pédagogique pour travailler la critique de l'information.

L'outil ultime de critique de l'information parcourt cinq axes fondamentaux : Les capacités d'enquête en ligne, les arguments fallacieux, les formats et l'économie des médias, les algorithmes et le dialogue en ligne. Sans oublier la section des commentaires qui est devenue un nouvel espace de débat public. La gestion des émotions en cas de conflit fait donc partie intégrante de la démarche d'Action Médias Jeunes. En effet, elle permet de prendre du recul face aux commentaires qui naviguent entre fausses informations et appels à la haine.

Développer un savoir critique sur l'espace des médias est aujourd'hui un enjeu public.

Chaque axe est accompagné d'un document expliquant la démarche d'animation, d'un support d'animation, d'une synthèse pour l'élève ainsi que d'un dossier pour l'enseignant. Il a été créé pour des classes de 5^{ème} et 6^{ème} dans l'enseignement général, technique et professionnel, mais peut évidemment s'adapter pour tous groupes de jeunes dès 15 ans. Un seul avertissement à vous donner, cet outil est « Une activité à haute teneur en éducation aux médias à faire en classe pour une bonne dose d'éveil citoyen ».

Il est nécessaire de développer une démarche d'éducation aux médias avec les jeunes afin que ceux-ci puissent avoir un regard critique et être actifs dans leurs recherches d'informations, comme tout citoyen responsable.

Plus d'infos : www.acmj.be/outilultime

Estelle Namur
CJC

Une activité à haute teneur en éducation aux médias à faire en classe pour une bonne dose d'éveil citoyen.



Femme et handicap : Une double discrimination

Des femmes marginalisées

Dans une société déjà inégalitaire, difficile quand femme et handicap vont de pair. Bien qu'elles soient 19,2 % de la population mondiale féminine, leur genre fait d'elles des victimes. Harcèlement de rue et abus sexuels, discriminations scolaires et professionnelles, elles sont moins bien logées, moins payées, moins engagées, cantonnées à un travail sexué, moins formées et constamment jugées.

Des femmes vulnérables

Deux fois plus souvent victimes de violence que les femmes valides, elles subissent atteintes physiques, abus, maltraitance et féminicides. Des violences domestiques et sexuelles dues à des situations de dépendance, les agresseurs sont à courte distance et inspirent peu de méfiance. Des décisions prises pour « leur bien », mais qui font mal. Des violences gynécologiques et médicales. Des conceptions validistes qui imposent des traitements sans les expliquer, ne laissant aucune autre possibilité. Des femmes surprotégées, à la sexualité niée comme si les informer engendrerait des désirs insensés. Une impossible maternité. Stérilisation et avortement forcés. Des femmes, devant la justice, moins crédibles, car s'exprimer est un exercice pénible. Parce que les questions posées ne sont pas adaptées. Des femmes infantilisées dans les sphères publiques et privées.



Des femmes invisibles

Des femmes peu médiatisées. Peu de modèles auxquels s'identifier. Rendues peu attractives par les idéaux de beauté, ou à l'inverse des femmes objets. Avec ou sans handicap, la même pression, les mêmes diktats, mêmes complexes, mêmes frustrations et mêmes débats. Trop quelque chose ou pas assez, femme qui subit les préjugés.

Des femmes, tout simplement

Des femmes que l'on réduit trop souvent à leurs déficiences, et qui affichent fièrement leurs différences. Femme avec maquillage ou sans, féminine comme elle le sent. Des femmes avec des droits et des devoirs, qui posent des questions, des choix et veulent savoir. Derrière l'étiquette, des femmes avec des désirs et des espoirs.

Gratte et les femmes

Gratte promeut une société égalitaire et inclusive où les femmes ne font pas que la cuisine et la lessive. Gratte offre aux femmes un large panel d'activités. La femme y est sportive autant qu'apprêtée. À Gratte, les femmes sont à l'honneur, par une équipe presque exclusivement féminine qui conçoit des activités avec son cœur, mais aussi par des membres dont le handicap n'est qu'une part infime dont il ne faut pas avoir peur. Gratte vous invite à venir les rencontrer, pour démonter les préjugés, pour que le handicap soit démystifié, et pour réaliser, qu'une femme avec un handicap mental léger ou plus lourd, est une femme tout court.

Aurélie Desprez,
Chargée pédagogique à Gratte

Bons tuyaux

DROIT À LA PARTICIPATION DES JEUNES // APPEL À PROJETS

Le Fonds Houtman lance un nouvel appel à candidatures sur le thème du droit à la participation des enfants et des jeunes. Un budget global de 150.000 euros a été dégagé autour de quatre thématiques : La culture et l'accès à celle-ci, la santé, la nature/l'environnement/l'écologie et la diversité au sens large. Les projets devront soutenir de façon éthique et durable la participation des jeunes dans ces thématiques. Pour pouvoir participer, le projet devra impérativement se dérouler sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles et devra être remis au plus tard le 31 mars 2021.

TOUT VA BIEN A BESOIN DE VOUS // CAMPAGNE DE FINANCEMENT

Tout va bien est un média alternatif et engagé qui traite de questions sociales, écologiques, féministes et antiracistes. Produit par Esperanzah!, ce média a vu son financement fortement réduit suite à l'annulation du festival. L'équipe, composée de jeunes de 25 à 33 ans, a donc lancé une campagne Tipeee afin de faire perdurer ce webmédia et donner vie à de nouveaux formats. Vous voulez faire partie de l'aventure ? [Soutenez-les sur Tipeee.com](https://www.tipeee.com/soutenez-les-sur-tipeee.com).

L'info autrement

⬆️ TOPS

L'éurodéputé Pierre Larrourou et sa grève de la faim pour une taxe sur la spéculation à l'échelle européenne qui permettrait de financer la lutte contre le réchauffement climatique et les soins de santé. Le mouvement continue sur :

taxonlaspeculation.eu/home/.

Les Grenades de la RTBF lancent la première édition du Prix littéraire Grenades pour récompenser une autrice belge francophone toutes catégories confondues.

⬇️ FLOPS

Cette année, la Belgique chute à la quarantième place dans le «Climate performance index». Ce rapport regroupe les 57 pays qui représentent ensemble 90 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le classement se base sur l'évolution de ces émissions mais également sur la progression des énergies renouvelables, sur l'efficacité énergétique et la « politique climatique ».

Au moins 21 féminicides ont été recensés en 2020 en Belgique.

PARTICIPEZ AUX PROCHAINES FORMATIONS DU CJC // FORMATION

Les formations Laby continuent ! Pour bien commencer cette nouvelle année, le CJC vous propose la Laby Secteur J : Les premiers pas. Vous pourrez vous familiariser avec le labyrinthe institutionnel que peut être le secteur Jeunesse, découvrir l'identité de la fédération dans une perspective historique, partager votre expérience avec les participants... Rendez-vous les 3 et 9 février.

Retrouvez également la Laby Emploi dans votre OJ destiné aux personnes exerçant des responsabilités en lien avec l'emploi les 25 février et 2 mars. Vous découvrirez le b.a.-ba des différents systèmes de subventions à l'emploi. Elle se propose également de vous guider dans les obligations légales liées à ces systèmes.

Portrait

« Vous ne pouvez pas épuiser la créativité. Plus vous l'utilisez, plus vous en avez ».

Maya Angelou



Voilà une citation qui me parle. Pourquoi ?

La créativité fait partie de mon quotidien tant dans la sphère privée que professionnelle. Par ailleurs, c'est l'occasion de donner la parole à son incroyable auteure. Poétesse, écrivaine et militante, Maya Angelou m'inspire pour partager mon regard sur l'insatiable créativité des bénévolEs tout en rappelant la place des femmes - à la fois essentielle et minimisée - durant cette crise.

Mars 2020. L'arrivée du coronavirus ébranle notre quotidien et nous plonge dans l'incertitude. Les bénévolEs n'ont pas manqué d'imagination pour pallier les manquements de l'État, en particulier face à la pénurie de masques. Création spontanée de réseaux de solidarité, récupération de tissus et de machines, livraison aux acteurs et actrices de la santé et aux personnes fragilisées. Mais cette mobilisation, aussi belle soit-elle, démontre malheureusement que le poids des inégalités de genre persiste. Elle a majoritairement rassemblé des femmes¹, qui occupent déjà trop souvent une place importante dans le « care »². En analysant les chiffres du bénévolat, les femmes sont aussi plus nombreuses que les hommes à s'engager dans des missions de service alors qu'elles sont moins présentes dans des postes à responsabilités³. Lancer cet appel à produire des masques n'a-t-il pas instrumentalisé l'élan de solidarité, en bénéficiant d'un travail gratuit de la part des femmes ?

Mon rêve ? Davantage d'équité dans toutes ces activités, pour que la transformation de notre société soit le choix et l'action de toutes et tous. La crise confirme que la route est encore longue. Mais à en croire Maya Angelou et d'autres femmes* de mon entourage, nous pouvons compter sur notre créativité, en veillant à reconnaître davantage la place des femmes. Voici quelques pistes... Lire « [axelle Magazine](#) », qui propose chaque mois son regard sur la vie des femmes et sur le monde. S'informer et agir, grâce aux outils et réflexions d'organisations ou groupes actifs sur les questions de genre et/ou féministes, tels que [Crible ASBL](#), [Le Monde selon les femmes](#), [Collectif 8 maars - Bruxelles](#), [Féministes Antiracistes](#) ou encore [UN Women](#). Alors, qu'attendons-nous pour questionner nos pratiques et contribuer à une société plus inclusive ?

*Toute personne identifiée et/ou s'identifiant comme femme.

Milèna Chantraine, féministe

Responsable de projets à la Plateforme francophone du Volontariat

¹Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, [La dimension de genre de la crise covid-19, 2020](#).

²Monde qui bouge, [L'écoféminisme : repenser la société après la crise, 2020](#).

³Fondation Roi Baudouin, [Le volontariat en Belgique. Chiffres-clés, 2015](#).

Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC) regroupe 25 associations œuvrant dans le domaine de la Jeunesse.



CONTACT
Conseil de la Jeunesse
Catholique
Rue des Drapiers 25
1050 Ixelles
02 230 32 83
cjc@cjc.be
www.cjc.be

Pour suivre l'actualité des Organisations de Jeunesse, rendez-vous sur la plate-forme

ORGANISATIONS DE JEUNESSE.be
Plate-forme associative des Organisations de Jeunesse

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale.